

Le 15 avril 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conférence régionale sur les bidonvilles : une stratégie de l'échec

En octobre 2015, le préfet de la Région Ile-de France lançait une conférence régionale pour élaborer une « stratégie pour les campements illicites ». Nous*, collectivités concernées par la question des bidonvilles, avons souhaité nous impliquer auprès de l'Etat pour travailler ensemble, avec les associations, à des solutions dignes pour les habitants des bidonvilles.

Nous constatons que les conclusions présentées mercredi 13 avril ne sont pas à la hauteur des enjeux. Nous ne pouvons accepter que dans notre région des familles vivent dans des conditions de précarité extrême. La stratégie proposée n'a pour but que de donner de faibles gages à ceux qui sont confrontés quotidiennement à cette situation.

Le dialogue avec les collectivités n'a pas été mené de façon satisfaisante. Pire : la stratégie régionale présentée par le Préfet repose principalement sur des fonds européens et un appel à projets, que la nouvelle Présidente de Région, Valérie Pécresse, a décidé de suspendre. La stratégie du préfet de Région ne prévoit aucun moyen financier, humain et logistique adaptés aux besoins. Il prétend pouvoir convaincre les collectivités de participer à l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement, l'insertion, le relogement des personnes issues des bidonvilles, alors qu'il n'est même pas parvenu à les faire participer en nombre à cette conférence régionale, censée concerner toutes les collectivités franciliennes. Cela n'est pas sérieux.

Pour cette raison, nous avons pris la décision collective de quitter la conférence régionale. Notre expérience de terrain, notre engagement quotidien, notre connaissance de la situation des bidonvilles, dont le peuplement tend désormais à se diversifier, nous amènent à affirmer qu'aujourd'hui l'Etat ne prend pas les engagements nécessaires, laissant les collectivités territoriales isolées :

- il faut organiser une véritable stratégie d'accueil, fondée sur une répartition territoriale des efforts, solidaire et pilotée par l'Etat, qui a su par le passé mettre en œuvre les mesures nécessaires pour résorber les bidonvilles
- il faut engager d'urgence des moyens financiers qui permettront d'assurer la mise en place de solutions concrètes pour les 130 sites concernés (7000 personnes).

Nous prenons acte des conclusions proposées par la préfecture de Région, recueil des « bonnes pratiques » certes utiles, mais déjà mises en place en lien avec les associations.

Nous en référons donc au gouvernement. Nous attendons maintenant une réponse de la part de la Ministre du Logement et à l'Habitat Durable, Emmanuelle Cosse, au courrier que nous lui avons adressé pour être reçus. Nous voulons lui présenter dès que possible nos propositions alternatives et nos engagements à poursuivre nos efforts vers la résorption des bidonvilles franciliens. **Nous ne doutons pas de sa volonté d'améliorer et de régler ces situations d'urgence humanitaire au cœur de nos villes.**

Contact presse : Mehdi MOKRANI, Adjoint au Maire d'Ivry-sur-Seine – 06 76 82 10 28

* Villes d'Ivry-sur-Seine, Champs-sur-Marne, Aubervilliers, La Courneuve, Montreuil, Saint-Denis, Stains, Plaine-Commune, Conseil départemental du Val-de-Marne